

«Il est facile de dénigrer la finance»

Joëlle Kuntz, Pierre Veya, Ram Etwareea, Frédéric Lelièvre et François Pilet
Jeudi 16 octobre 2008

Un autre aspect du débat renvoie au salaire des banquiers, les patrons de banque étant accusés de s'être enrichis aux dépens du système. Que faut-il faire? La crise jette aussi le discrédit sur la science économique elle-même, comme on a pu le voir récemment dans des commentaires sur la TSR. Est-ce justifié?

BK: La compétence économique des journalistes de la Télévision suisse n'est pas toujours supérieure à celle des banquiers, parfois même inférieure... Il est facile de dénigrer, mais ces commentaires ne m'inquiètent pas trop. Sur le fond, la Suisse discute d'une réforme du droit des sociétés anonymes. Il faut faire en sorte que les actionnaires puissent élire les dirigeants et facilement inscrire des points à l'ordre du jour de l'assemblée générale. Car ce sont eux, les propriétaires, qui paient de gros salaires et boni, personne d'autre. Ce pouvoir donné aux actionnaires n'est pas bien vu par les notables de notre économie, dans son ensemble. Ils ne veulent pas subir des ordres du jour qui leur déplaisent. Or il faut se montrer très ferme là-dessus.

GC: En Suisse, les salaires des dirigeants de banque ne sont pas les plus élevés si on compare avec d'autres industries. Pour le reste, il faut se souvenir que la science financière est encore jeune. Elle a tout juste un siècle et, comme la physique, elle apprend et intègre progressivement d'autres disciplines. La grande morale de cette crise est qu'il faut donner plus d'importance à la prise en compte de risques qui paraissaient jusqu'ici hautement improbables. Il y aura certainement de nombreuses recherches et de grandes découvertes à ce sujet, autour de cette «économie de l'incertitude». La Suisse est très bien armée dans ce domaine, par exemple avec le Swiss Finance Institute.

CT: Je ne crois pas qu'il faille blâmer la science économique pour ce qui est arrivé. C'est comme si on reprochait tous les accidents de la route à l'inventeur de la voiture. Par ailleurs, les économistes sont les premiers à se critiquer entre eux. Ce n'est pas un domaine où tout le monde est d'accord et où règne la langue de bois. Il y a beaucoup de confrontations et d'échanges. Sur la question des salaires des patrons, je pense aussi qu'il faut donner plus de pouvoir aux actionnaires. Les dirigeants doivent se rappeler qu'ils sont à leur service, et pas l'inverse. Je ne suis pas favorable à un ensemble de règles étatiques qui s'appliqueraient à tout le monde de manière indiscriminée. Finalement, c'est l'argent des actionnaires qui est en cause et, s'ils décident de payer quelqu'un très cher, c'est leur problème.



Beat Kappeler, économiste et chroniqueur au «Temps». (photo: Keystone)